

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective

IDCC : 9111 | **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE LA ZONE CÉRÉALIÈRE (Aude)**

(12 juillet 1978)

(Étendue par arrêté du 23 mai 1979,

Journal officiel du 3 juin 1979)

Avenant n° 108 du 12 décembre 2024

NOR : AGRS2597081M

IDCC : 9111

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général de l'agroalimentaire CFDT de l'Aude ;

Confédération française des travailleurs chrétiens CFTC ;

Syndicat départemental des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet de mettre en conformité le libellé des bénéficiaires de l'accord de prévoyance concernant le maintien des ressources aux salariés malades ou victimes d'un accident du travail dans la zone céréalière du département de l'Aude du 2 octobre 1991 aux dispositions du code de la sécurité sociale, en application du décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, selon les dispositions prévues par l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Il est précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent accord territorial ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de cinquante salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de cinquante salariés. Aussi, les dispositions de l'accord territorial s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de cinquante salariés et ce, afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er} | Modification de l'article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'accord est rédigé comme suit :

« Le régime de prévoyance défini ci-après s'applique obligatoirement, à tout salarié ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, et relevant du champ d'application professionnel et territorial défini à l'article 2 du présent accord.

Sont donc exclus du régime de prévoyance :

- les salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, les techniciens, agents de maîtrise et cadres relevant de la convention collective nationale du 2 avril 1952 et bénéficiant à ce titre, du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- les VRP et bûcherons-tâcherons relevant d'autres dispositions conventionnelles. »

Article 2 | Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant prennent effet le premier jour du mois suivant la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension et au plus tard, le 1^{er} janvier 2025.

Article 3 | Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Carcassonne, le 12 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)